

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 19 mars 2023.

Lu.

Sur les réseaux sociaux, toutes les paroles se valent – celles des scientifiques comme celles des pseudo-experts ou des charlatans qui s'évertuent à déconstruire la science à des fins idéologiques ou mercantiles. Les outils du savoir sont pourtant à portée de main, mais les rumeurs les plus folles aussi.

J-C- Le but : Le chaos, la confusion, plus aucune parole fiable, plus aucune connaissance valable, plus de repères, plus possible de distinguer quoi que ce soit, le vrai du faux, l'honnête homme du menteur ou de l'escroc, le voleur du volé, l'assassin de sa victime, la sincérité de l'hypocrisie, le profiteur du philanthrope, l'humaniste du tortionnaire, etc.

Il n'y a plus de règles, de valeurs, de principes, de passé, ils les réécrivent au fur et à mesure qu'ils inventent leur récit, quitte à en changer quand bon leur semblera ou à se contredire sans que cela les gêne le moins du monde, puisque les règles pour les évaluer changent constamment en fonction de leurs besoins. Ils déniaient à quiconque de leur dicter ou de leur reprocher, ils possèdent suffisamment de richesse et pouvoir pour savoir ce qu'ils font sans être obligés de faire part de leurs intentions ou de rendre des comptes...

Leur monde mégalomane n'existe pour ainsi dire pas, hormis dans leurs têtes, ainsi que chez ceux qui y croient. Ce sont les plus dangereux, fanatisés, les journalistes et leurs armées d'experts corrompus qui opèrent dans les médias qui colportent le venin de Davos.

Malgré tout, ils ne sont qu'une infime minorité, nous pouvons les neutraliser, les anéantir, il suffirait que la minorité la plus déterminée et la plus consciente soit organisée pour que leurs jours soient comptés. N'oubliez jamais que seule une minorité détient le pouvoir et gouverne grâce à nos divisions et aux dirigeants qui nous induisent en erreur, ils ne sont pas immortels...

Stratégie de la peur.

Ah ça c'est dégueulasse...

Cette odeur étrange (vaginale) qui pourrait être un signe de cancer - Yahoo

...mais ça c'est alléchant !

Les hommes ont-ils honte de se faire pénétrer ? Il semblerait que oui – Yahoo

Moralité :

Enculez-vous ou faites-vous enculer ! Décidément, ils sont plus qu'infréquentables...

Totalitarisme. Quand ils avouent que c'était une pure mystification.

Le Covid bientôt considéré comme une grippe saisonnière par l'OMS ? - Journal du Dimanche 18 mars 2023

Le Covid va-t-il devenir une maladie comme une autre ? C'est ce qu'affirme l'OMS ce vendredi. L'Organisation mondiale de la santé a indiqué qu'elle allait classer l'épidémie comme une grippe saisonnière.

« Je pense que nous arrivons au point où nous pouvons considérer le Covid-19 de la même manière que nous considérons la grippe saisonnière, à savoir une menace pour la santé, un virus qui continuera à tuer, mais un virus qui ne perturbe pas notre société ou nos systèmes hospitaliers », a déclaré le chef des programmes d'urgence de l'OMS, Michael Ryan, lors d'une conférence de presse.

L'OMS avait décrété cette « *urgence de santé publique de portée internationale* » le 30 janvier 2020 - lorsque le monde comptait moins de 100 cas et aucun décès en dehors de la Chine - mais ce n'est que lorsque le Dr Tedros avait qualifié la situation de pandémie, en mars 2020, que le monde avait pris la pleine mesure de la gravité de la menace sanitaire. Journal du Dimanche 18 mars 2023

Comment ils cautionnent la tyrannie. Pendant 3 ans ils ont porté une muselière, ils sont jaloux.

Royaume-Uni : Le Premier ministre rappelé à l'ordre après avoir promené son chien sans laisse - 20minutes.fr 15 mars 2023

Royaume-Uni : Rishi Sunak embarrassé par une nouvelle polémique après un écart de conduite - Journal du Dimanche 15 mars 2023

Un « *doggate* » ? Sur les réseaux sociaux britanniques, la séquence tourne en boucle. Nova, la chienne de Rishi Sunak, a été aperçue sans laisse dans Hyde Park alors que l'attache est imposée en ces lieux. Journal du Dimanche 15 mars 2023

J-C- Ne tenez pas compte de ces cinglés, qui par ailleurs font partie des plus pourris de notre espèce, ils ne méritent que notre mépris.

Dossier mobilisation contre la réforme scélérate des retraites de Macron-BlackRock.

C'est curieux comment depuis que Macron a été élu l'espérance de vie en bonne santé pour les hommes a augmenté... de 3 ans ! C'était peut-être indispensable pour proposer (imposer) de reculer à 64 ou 65 ans l'âge de départ à la retraite, non ?

L'espérance de vie en bonne santé pour les hommes selon la Direction de la recherche, des études de l'évaluation et des statistiques (Drees).

Source : drees.solidarites-sante.gouv.fr

2017 : 62,6 ans

2018 : 63,4 ans

2020 : 64,4 ans

2021 : 65,6 ans

Ajouter environ 1 an pour les femmes.

J-C – En gros, vous auriez le droit de bosser jusqu'à ce que vous deveniez handicapé ou une épave, diminué physiquement et/ou intellectuellement, si cela arrivait plus tôt, vous seriez considéré comme un déchet et jeté au chômage, ce qui mécaniquement ferait baisser le niveau de votre pension. Voilà le sort qu'ils vous réservent.

Cela ne sert à rien de s'en prendre à Macron, c'est le régime capitaliste qui veut cela, c'est lui dont il faut se débarrasser. Pourquoi voter et changer de président tous les 5 ou 7 ans (avant), élire une nouvelle majorité parlementaire n'a jamais changé quoi que ce soit ? Parce que le problème était ailleurs, la nature du régime économique...

Qui organise le chaos ?

Manifestations du 15 mars : les chiffres de la mobilisation - huffingtonpost.fr 15 mars 2023

À Paris, la CGT a annoncé un total de 450 000 manifestants, de son côté, la police a comptabilisé 37 000 manifestants.

Au total, 1,7 million de manifestants ont défilé en France, selon les chiffres communiqués par la CGT, le ministère de l'Intérieur a annoncé que 480 000 manifestants. huffingtonpost.fr 15 mars 2023

En tyrannie ils osent tout.

Retraites : après le 49.3, le gouvernement réaffirme sa légitimité - huffingtonpost.fr 17 mars 2023

Réforme des retraites : « *Le 49.3 est un outil démocratique* », affirme Sylvain Maillard (Renaissance) - [Publicsenat.fr](https://publicsenat.fr) 17 mars 2023

Se sont-ils rendus compte un jour que la Ve République était antidémocratique ?

J-C - Ils le savent, mais ils s'en foutent, voilà ce qu'il faut dire, c'est leur gagne-pain ! Ils ont tout fait jusqu'à présent pour que la mobilisation des masses demeure disloquée, ils ont annoncé la 9è, comme Macron ils jouent la carte du pourrissement, de la démoralisation, de la résignation, au lieu d'inscrire cette mobilisation dans la perspective d'une grève générale, ils ont simulé un blocage qui s'est brisé le soir même. Et puis surtout, à aucun moment ils n'ont évoqué la nécessité de chasser

Macron s'il refusait de retirer son projet de contre-réforme des retraites, pire, au lieu de cela ils n'ont jamais rompu leurs relations avec le tyran, et ils ont continué de participer à la mascarade des institutions qu'il faudrait abolir. Ils gesticulent, vocifèrent et puis c'est tout. Quant à viser le capitalisme, il ne faut pas rêver...

Retraite : « *Le compte n'y était pas* », a justifié Élisabeth Borne pour expliquer le 49-3 - Journal du Dimanche BFMTV 16 mars 2023

- **Jean-Luc Mélenchon** a observé un "*effondrement de la minorité présidentielle*" jeudi depuis un rassemblement organisé place de la Concorde à Paris.

Selon lui, après cet "*échec spectaculaire*", le mouvement social a "*de bonnes chances d'avoir le dernier mot*". "*Nous sommes en face d'un texte pas adopté dans les formes d'une démocratie parlementaire*", a insisté le chef insoumis

Il a été "*adopté seulement par le Sénat, mais ni par la masse des Français, ni par l'Assemblée nationale, ni par les syndicats, ni par les assemblées de travailleurs*", a ajouté l'ancien candidat à la présidentielle.

- **Mathilde Panot**, la présidente du groupe LFI, jeudi après la séance dans l'hémicycle, avait déclaré sur BFMTV que l'utilisation du 49.3 est "*un aveu de faiblesse terrible pour ce gouvernement*". "*Nous sommes face à un tournant autoritaire de la macronie aujourd'hui. Et je l'ai dit aux centaines de milliers de gens qui continuent à se battre dans le pays, rien n'est fini*".

J-C - Voilà qu'ils feignent de découvrir que le régime serait autoritaire, ils se foutent de nous.

- **Danièle Obono**, député La France insoumise dénonce « *un déni démocratique, un déni parlementaire mais surtout un déni du peuple* ».

- **Sébastien Peytavie**, député écologiste : « *Ils n'ont aucune légitimité* »

- Dénonçant un passage « en force », **l'intersyndicale** « *mesure avec gravité la responsabilité que porte l'exécutif dans la crise sociale et politique qui découle de cette décision, véritable déni de démocratie* », écrit-elle dans un communiqué. Le HuffPost 16 mars 2023

J-C - Le 49.3 légitime l'usage de la force ou de la violence pour obtenir gain de cause face à la tyrannie.

Et c'est parti pour les actions bidons encouragées par les serviteurs du régime.

49.3 sur les retraites : Mélenchon "*encourage*" les "*mobilisations spontanées dans tout le pays*" - BFMTV 17 mars 2023

J-C - Il a reproché au tyran Macron d'"administrer l'État au lieu de gouverner le pays", vendredi matin sur France Inter, parce que Macron devrait gouverner, c'est son président, pas le nôtre ni celui des travailleurs et jeunes prêts à affronter l'Etat et son représentant.

Les blocages après le 49-3 se multiplient partout en France - Le HuffPost 17 mars 2023

La colère gronde en France ce vendredi 17 mars au lendemain de l'activation par Emmanuel Macron et Élisabeth Borne de l'article 49.3 pour faire adopter la réforme des retraites à l'Assemblée Nationale.

Autoroutes, voies ferroviaires, ronds-points, préfecture... Malgré l'appel au calme du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, qui s'oppose à la « bordélisation du pays et aux manifestations spontanées », des blocages ont lieu aux quatre coins de l'Hexagone.

Des blocages routiers dans toute la France

À Rennes, des milliers de manifestants dans la rue

Alors que le chef-lieu de la Bretagne a été le théâtre de nombreux heurts jeudi soir, environ 5 000 manifestants selon les syndicats, 2 600 selon la préfecture sont de nouveau descendus dans la rue ce vendredi pour montrer leur opposition à la réforme des retraites du gouvernement. Le ministre de l'Intérieur a d'ores et déjà fait savoir qu'une unité spéciale de CRS était dépêchée sur place pour maintenir l'ordre.

Journée « ports morts » à Marseille

Le port industriel de la cité phocéenne est particulièrement ralenti dans le cadre la journée « *ports morts* » lancée par la CGT cette semaine. La veille, les ports de Nantes-Saint-Nazaire, Le Havre, Brest et Calais ont également été bloqués.

À Alençon, la préfecture de l'Orne bloquée pendant 2 heures

À Toulon et Bordeaux, la circulation des trains interrompue momentanément

Des établissements scolaires bloqués

Des établissements scolaires bloqués

Nouvelle journée de grève et de manifestations le 23 mars - Le HuffPost 16 mars 2023

Réunie depuis l'après-midi, l'intersyndicale a appelé en fin de journée à une nouvelle grande journée de grève et de manifestation, la 9e, le jeudi 23 mars. D'ici-là, elle appelle à de nouveaux rassemblements locaux ce week-end du 18 et 19 mars. Le HuffPost 16 mars 2023

En Famille. Parodie de démocratie avec la droite et l'extrême droite.

Retraites: le groupe Liot menace le gouvernement d'une motion de censure si le texte n'est pas retiré - BFMTV 16 mars 2023

Face à la "*surdité du gouvernement incapable de construire des compromis*", le président du groupe indépendant Libertés, indépendants, Outre-mer et territoires (Liot), Bertrand Pancher, a menacé

jeudi le gouvernement du dépôt d'une motion de censure transpartisane "*dans les prochaines heures*".

Il a alors demandé "*le retrait immédiat de la réforme des retraites*" et la démission du gouvernement d'Élisabeth Borne.

"*Sans réponse rapide du président de la République, notre groupe déposera dans les prochaines heures une motion de censure transpartisane*", a averti Bertrand Pancher. BFMTV 16 mars 2023

Le groupe Liot dépose une motion de censure, par le biais de leur président Bertrand Pancher - BFMTV 17 mars 2023

Manuel Bompard (LFI) : "*Nous soutenons la motion de censure du groupe LIOT*" - BFMTV 17 mars 2023

Après le 49.3, Pradié n'écarte pas de voter une motion de censure LIOT, et il n'est pas le seul chez LR - Le HuffPost 16 mars 2023

Une poignée de députés LR opposés à la réforme des retraites n'exclut pas de soutenir une voire plusieurs motions de censure... Le HuffPost 16 mars 2023

La motion de censure la plus dangereuse pour Borne déposée - BFMTV 17 mars 2023

Un élément rassure cependant la quasi-ensemble des députés LR: le fait que le renversement du gouvernement d'Élisabeth Borne reste très improbable. Pour atteindre cet objectif, il faudrait que 32 LR votent la motion de censure - un chiffre qui semble compliqué de réunir d'ici lundi. BFMTV 17 mars 2023

Deux analyses sur la crise du régime vue de l'intérieur.

Charles de Courson : « *Le roi Emmanuel Macron est nu* » - lepoint.fr 17 mars 2023

Il est au cœur de la crise politique. Député de la Marne depuis 1993, le centriste Charles de Courson est le doyen en longévité de mandat du Palais-Bourbon. Spécialiste des finances publiques, il fait partie des (quelques) parlementaires qui apportent la contradiction à l'exécutif sur le fond, point par point sur la réforme des retraites. Et Charles de Courson est membre du groupe indépendant LIOT à l'Assemblée, qui porte l'une des deux motions de censure – avec celle du RN – contre le gouvernement. Ce vieux routier du Parlement, qui en connaît toutes les arcanes, répond aux questions du Point.

Extrait.

Êtes-vous inquiet de la colère qui monte dans le pays ?

Comment ne pas l'être ? Quand on discute avec les représentants syndicaux, ils disent tous qu'ils ne parviennent plus à contenir la violence. Ça se durcit partout ! Je n'ai jamais vu une telle mobilisation chez moi dans la Marne, par exemple. Nous sommes plutôt pondérés d'ordinaire. Sept cents manifestants à Vitry-le-François, ville de 11 000 habitants, c'est carrément inédit !

Croyez-vous à une dissolution de l'Assemblée nationale ?

Je n'y crois pas. J'essaie d'être rationnel, s'il y a de nouvelles élections législatives, le parti présidentiel subira un véritable échec. Le débat est cristallisé sur la réforme des retraites. Et tout le monde est contre. Où sont les relais locaux du président de la République ? Le roi est nu.

Percevez-vous le début d'une crise de régime ?

La situation est très dangereuse. Les courants extrémistes sont devenus majoritaires. Il y a désormais chez les Français le sentiment partagé d'une démocratie qui ne fonctionne plus. Le président de la République a mis en œuvre une philosophie politique de destruction de tous les corps intermédiaires. On voit le résultat maintenant. Son absence complète de profondeur et de constance nous a menés dans l'impasse. Le pays est en train de devenir ingouvernable. La France n'est pas seulement une démocratie politique mais aussi une démocratie sociale, et Emmanuel Macron l'a oublié en suivant une pensée hégélienne : pour lui, tout doit venir d'en haut. Aujourd'hui, il a la monnaie de sa pièce.

Vous qui êtes le doyen en durée de mandat de l'Assemblée nationale, considérez-vous que les droits du Parlement ont été bafoués ?

Clairement, oui, puisqu'il n'y a plus de discussion possible. Sans recours à l'article 44.3 au Sénat, le texte n'aurait pas été voté. Il a été largement amputé. On peut donc dire que le projet n'a été voté ni à l'Assemblée nationale ni au Sénat. La Commission mixte paritaire (CMP), à laquelle j'ai participé, n'était pas représentative des rapports de force politiques dans les deux chambres : sur sept membres pour l'Assemblée nationale, il y avait quatre représentants de ce que j'appelle la minorité présidentielle... Pour le Sénat, les quatre représentants de la majorité sénatoriale étaient tous pour ce texte. On nous a présenté le texte du gouvernement et celui voté par le Sénat, pas celui de l'Assemblée nationale. Autre dysfonctionnement : après la première lecture à l'Assemblée, le gouvernement a transmis au Sénat un texte avec l'article 2, alors que nous, députés, avions voté contre à une forte majorité : 50 voix d'écart. Il fallait voir les représentants du pouvoir macroniste sur les bancs lors du vote contre l'article 2, ils étaient foudroyés. Où est la démocratie ? On nous a même caché la note du Conseil d'État qui souligne que l'article 2 n'a rien à voir avec la retraite et qu'il relève du Code du travail.

Le gouvernement pouvait-il faire autrement que de dégainer le 49.3 ?

Il n'avait pas le choix : il est dos au mur. Ils ont cru pouvoir passer un deal avec le président LR Éric Ciotti, mais ce deal n'a pas fonctionné. Pour lui, rien de mieux que le 49.3, ce qui évite de montrer au grand jour les divisions au sein des LR. Même au Sénat, malgré la poigne de fer de Bruno Retailleau, les pointages étaient serrés. Au sein du groupe LR, on a eu 15 à 17 % d'abstention ou de votes hostiles. Et chez leurs alliés centristes, plus d'un tiers du groupe a voté contre la réforme ou s'est abstenu. On a bien vu à l'Assemblée le gouvernement essayer de débaucher les uns et les autres. Dans ce genre de circonstances, les élus les plus fragiles sont les « *domiens* » et les « *tomien*s » [les élus des DOM-TOM, NDLR]. Nous, au groupe LIOT, nous avons été gâtés. Mes collègues ont eu le droit à beaucoup de belles promesses. Juste avant le vote, j'étais avec un collègue député LR hostile à ce texte, son téléphone sonne, il voit s'afficher le nom de Darmanin, il me dit : « Je ne le prends pas, mon opinion est faite. » L'usage du 49.3, c'est le symbole de l'échec. Les séquelles seront durables dans la démocratie française.

Quelles sont-elles ?

On a sous les yeux la démonstration de ce qu'il ne faut pas faire. Le pouvoir a eu recours à un véhicule législatif qui était destiné à entraver et à empêcher le débat. Il est donc normal dans ces

conditions que les opposants se soient crispés. Les macronistes s'y sont pris comme des manches. Ils n'ont pas discuté avec les syndicats, ils les ont auditionnés. Il n'y a jamais eu de dialogue avec le gouvernement. Les partenaires sociaux ont tous eu le sentiment que tout était décidé avant, ce qui est pure vérité. Emmanuel Macron a réussi le tour de force de coaliser contre lui l'ensemble du mouvement syndical, des plus radicaux aux plus modérés, un vrai tour de force !

Quelles leçons pouvons-nous tirer de cette séquence politique ?

Pour en tirer correctement toutes les leçons, il faut reprendre le fil des événements depuis 2017. Quand il s'est présenté pour la première fois à l'élection présidentielle, Emmanuel Macron avait promis un régime universel à points « notionnel » (sic). Vous ne savez pas ce que cela veut dire ? Moi non plus ! C'est, paraît-il, une notion « actuarielle »... Dès le départ, donc, on a vu à qui l'on avait affaire ! Ces gens au pouvoir ne connaissaient rien aux régimes de retraite, il n'est guère étonnant qu'ils se plantent. Ils voulaient une réforme structurelle pour rétablir l'égalité de tous les Français devant la retraite. Noble intention. Le problème est qu'on ne part pas de zéro, mais de 42 régimes différents. Comment dès lors passer à un même régime de retraite pour tous ? En 2017, Emmanuel Macron affirme qu'il ne touchera pas à l'âge de départ à 62 ans. Cinq ans plus tard, dans le programme pour sa réélection à la présidentielle, il plaide pour un passage de 62 à 65 ans... Ce qui ne veut rien dire puisque l'âge des départs à la retraite varie en fonction des situations. Quelqu'un qui exerce une profession libérale peut partir à 67 ans, et un danseur à 40 ans. Mais Emmanuel Macron s'est arc-bouté sur cet aspect... avant de se rallier aux 64 ans. Où est la cohérence ? Et la Première ministre annonce une réforme de justice sociale, destinée à long terme à équilibrer les comptes. Mais, déjà, les 17 milliards d'économies escomptées au départ sont massivement supportées par des gens modestes. Pour les petites retraites, les carrières professionnelles sont souvent hachées... Fondamentalement, dès le départ, il s'agit donc d'une réforme injuste.

Quels sont les exemples les plus injustes selon vous ?

Ils ne se sont pas attaqués au problème des droits familiaux, source des plus grandes inégalités. Par exemple, une femme avocate qui a quatre enfants n'a le droit qu'à zéro annuité. Si elle est affiliée au régime général, la même mère de famille aurait le droit à huit annuités – deux par enfant. Les fonctionnaires, eux, bénéficient d'une annuité par enfant voire d'une demi-annuité pour les enfants nés après 2014. On peut avoir une majoration des pensions de 10 % à partir du troisième enfant, sauf pour les libéraux. Les fonctionnaires ont le droit à 10 % pour 3 enfants plus 5 % supplémentaires par enfant dans la limite de 6 enfants. Vous y comprenez quelque chose ? Moi non !

La morale de l'histoire ?

Ils n'ont pas été aux sources des inégalités les plus fortes. Nous venons de découvrir lors de nos discussions au sein de la Commission mixte paritaire (CMP) que pour ceux qui subissent des travaux pénibles dans des carrières longues, la majoration de deux annuités ne s'applique pas. Bref, c'est une réforme qui n'est absolument pas structurelle. Sauf parce qu'elle permet la mise en extinction de cinq régimes. Mais seulement de cinq. Pourquoi ceux-là, et pas les autres ? Par exemple, on ne touche pas au régime de l'ENIM (Établissement national des Invalides de la marine). C'est le plus ancien régime de retraite, il date de Colbert en 1673. Peut-être veut-on l'inscrire à l'Inventaire des monuments historiques ? Au même titre que les régimes qui s'appliquent pour les personnels de l'Opéra de Paris ou de la Comédie-Française, qui ont été créés sous Louis XIV. Pourquoi ne s'attaque-t-on pas non plus au régime du président de la République ? J'ai proposé que le chef de l'État soit affilié au régime général. Emmanuel Macron s'y était engagé en 2019, il ne

l'a pas fait. On nous a promis de procéder à ce changement par décret. On attend toujours... On ne parle pas non plus des régimes des agents de l'Assemblée nationale et du Sénat qui sont très confortables et de ceux des députés et des sénateurs. Ce joli monde fait reposer la réforme des retraites sur les plus modestes. C'est donc une réforme technocratique, mal conçue, et fondamentalement injuste. On le découvre maintenant.

Sur l'objectif de redressement financier, vous êtes critique aussi...

La masse des retraites des régimes de base représente 273 milliards d'euros, mais si l'on ajoute les régimes complémentaires, on aboutit à environ 350 à 360 milliards d'euros. Le déficit de l'État se monte à 155 milliards pour des dépenses qui équivalent à 500 milliards. Vous ne croyez pas qu'il serait plutôt urgent de s'attaquer au déficit structurel de l'État ? La France est le plus mauvais élève de l'Union européenne sur les dépenses publiques, comme l'a rappelé récemment le président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici. L'estimation du gouvernement pour 2030 est un déficit de 13 milliards d'euros du système des retraites. Avec la réforme des retraites, on nous promettait initialement 17,7 milliards d'euros d'économies, et on lâche de 5 à 7 milliards de mesures diverses. Ce n'est pas tout, quand on y regarde de plus près. Dans le texte soumis au vote à l'Assemblée nationale, on est à 17,7 milliards d'estimations d'économies. Mais les mesures compensatrices représentent 7,1 milliards. Disons donc que les fruits de cette réforme ne représentent plus que 10 milliards. Mais ils n'ont pas tenu compte des dépenses supplémentaires, sur l'Unedic, sur l'ASS (Allocation de solidarité spécifique), le RSA, et l'augmentation des indemnités journalières de maladie... Soit une réduction supplémentaire de ces économies d'environ 4 milliards d'euros. Au total, il nous reste donc une somme de 7 milliards. Soit un milliard d'euros chaque année jusqu'en 2030. Le deuxième argument du gouvernement sur l'atout financier de cette réforme est donc largement enfoncé. lepoint.fr 17 mars 2023

« Politiquement, le quinquennat d'Emmanuel Macron est terminé », selon Philippe Moreau Chevrolet - publicsenat.fr 17 mars 2023

Philippe Moreau Chevrolet, spécialiste en communication politique.

Extrait.

Comment peut se dérouler la suite du quinquennat ?

Il n'y a plus de possibilité de faire voter les réformes, il n'y a plus d'espace politique pour Emmanuel Macron. Il y a plusieurs grands projets qui sont supposés arriver et être votés, comme la loi immigration, qui sont probablement déjà mort-nés et qui ne pourront pas être votés. Non pas parce que les projets ne seraient pas acceptables, mais car très peu de parlementaires vont accepter de voir leur image associée à celle du gouvernement, pour ne pas se heurter à l'hostilité des électeurs, ne pas monter dans un bateau qui coule. C'est un peu le Titanic le gouvernement. C'est la faute politique d'Emmanuel Macron.

Le quinquennat d'Emmanuel Macron est terminé. Il n'y a plus de possibilité de faire passer un agenda, une réforme politique. Très peu de partenaires seront prêts à jouer le jeu. Politiquement, le quinquennat est terminé et on va probablement embrayer rapidement dans la bataille pour 2027, car il a perdu le contrôle. Une manière de garder le contrôle, de s'en sortir, serait de retirer la réforme, de reconnaître que la réforme n'est pas bonne, dire qu'il a compris ce qu'exprimait le pays. Mais il est un peu tard pour ça, et on ne le sent pas dans cet état d'esprit. On a un gouvernement assiégé. Il

peut y avoir une motion de censure votée, mais ça n'entraîne pas forcément de dissolution, mais juste un changement de premier ministre. Ou bien c'est la dissolution et une crise politique.

Mais rien n'obligeait au fond Emmanuel Macron à mettre le sujet des retraites à l'agenda. C'est un débat créé vraiment par l'exécutif, donc de façon artificielle, qui se retourne contre lui. Il y a eu énormément de signaux d'alerte qui indiquait qu'il fallait faire machine arrière : l'unité syndicale, une mobilisation dans la rue sans précédent depuis au moins 50 ans, des doutes exprimés par des députés de la majorité, plus une faiblesse des LR liée à leurs divisions internes.

Y aura-t-il un avant et un après 16 mars 2023 ?

Complètement, il y aura un avant et un après. Ce qu'il s'est passé est très choquant pour toute la classe politique, l'opinion, la presse internationale, l'image de la France à l'étranger. On est dans une crise politique profonde. On a dépassé le seuil d'alerte. Un Président ne devrait pas faire ça. On assiste à un abus de pouvoir. Et ça se paiera, d'une manière ou d'une autre.

Peut-on parler de crise de régime ?

Oui, c'est une crise de régime, on arrive au bout de la Ve République. Soit on bascule dans un régime autoritaire, et on a une réaction qui est dangereuse de la part du pouvoir, soit on bascule dans une remise en cause du régime et un changement de fonctionnement des institutions.

Emmanuel Macron veut justement relancer la réforme des institutions...

Le paradoxe, c'est que ça ne peut être fait par Emmanuel Macron, car on va le soupçonner de faire une réforme à son avantage, et il n'aura pas les moyens politiques de faire passer une réforme, quelle qu'elle soit. C'est impossible d'avoir la majorité des 3/5 au Parlement en l'état. Et un référendum serait une catastrophe. Il n'a plus de marge de manœuvre, il ne peut plus faire passer une réforme des institutions. Le quinquennat est fini. Je pense qu'aucune loi ne passera, il n'y a plus de majorité possible, car le crédit politique du gouvernement est épuisé.

Les macronistes sont devenus radioactifs ?

Oui, ils sont radioactifs, complètement isolés. Les députés macronistes ont le dos au mur, personne ne voudra s'associer à eux, car le prix politique est trop élevé. Personne ne voudra être de ce côté de la barque. Il faudra restaurer du crédit, ça prendra du temps, je ne sais pas si c'est possible. Et LR, qui était l'allié numéro 1 du gouvernement, se trouve attaqué par le gouvernement...

Le paysage politique est complètement éclaté. On arrive en bout de cycle. Le « en même temps » a détruit le PS et LR. Là, il faut recomposer et on est dans une course politique avec le RN qui est bien parti pour l'emporter. Et c'est ça qui se joue, c'est l'avenir de la République. Le seul qui peut débloquer la situation au fond, c'est le Président en retirant le projet de loi, en constatant que la manœuvre a échoué et qu'il est plus sage de remettre ça sur le chantier. publicsénat.fr 17 mars 2023

Vous avez dit corrompu ?

J-C – Entre nous, un secret de polichinelle sous la Ve République...

Retraites : des ministères accusés d'avoir cherché à «corrompre» des élus pour acheter leur voix - RT 16 mars 2023

Des politiques et parlementaires ont dénoncé le 16 mars une tentative de corruption de la part de ministres, dont celui de l'Economie Bruno Le Maire, envers des députés Les Républicains (LR) et centristes pour les pousser à voter en faveur de la réforme des retraites.

Marine Le Pen a aussi protesté sur BFM TV en évoquant les députés LR qui *«ont affirmé que des conseillers de la Macronie les avaient contactés pour leur promettre des millions d'euros pour leur circonscription s'ils votent la réforme des retraites»*.

Le député LR Pierre-Henri Dumont a confessé et dénoncé le 16 mars sur BFM TV que certains de ses collègues LR – indécis sur leur vote ou défavorables sur la réforme – avaient été sollicités par des ministères et ministres qui auraient proposé d'*«accompagner»* une proposition de loi venant de leur part, ou de soutenir des *«infrastructures»* dans leur circonscription. *«On est dans du marchandage, du petit troc pour recueillir les voix des Républicains»*, a fustigé l'élus LR.

Le député apparenté LR Pierre Cordier avait aussi affirmé le 9 mars sur BFM TV que dans l'un des salons de l'Assemblée nationale un ministre lui aurait proposé une aide dans sa circonscription des Ardennes pour un vote en faveur de la réforme. Il confirmait ce marchandage auprès de ses collègues LR.

Ce chantage présumé a aussi été dénoncé par un élu centriste auprès de RTL, affirmant qu'il lui a été proposé des *«coups de pouce pour des projets locaux»* dans sa circonscription.

Le 13 mars, un article du *Parisien* recueillait le témoignage d'une élue LR ayant reçu des appels du cabinet du ministre des Relations avec le Parlement Franck Riester et de Bruno Le Maire lui-même. L'objectif, selon son témoignage : *«Tenter de [...] convaincre du bien-fondé de la réforme... tout en glissant que le gouvernement saurait être "attentif" à sa circonscription. Comprendre : en débloquent des moyens sur les priorités de son territoire.»* En outre, Le Parisien a affirmé que *«l'exécutif [était] à l'assaut des derniers députés indécis chez Les Républicains [avec des] coups de fil appuyés, [des] promesses de subventions pour les circonscriptions»*. RT 16 mars 2023

Santé.

La mortalité maternelle en forte hausse en 2021 aux États-Unis, un record depuis 1960 - BFMTV 16 mars 2023

Quand France Info fait dans le sadisme.

J-C – Dans cet article ils parlent de gens comme vous et moi qui avant janvier 2020 vivaient normalement, ils ne se sentaient pas particulièrement malades ou vulnérables, ils n'avaient jamais porté de muselière, or depuis on a l'impression d'avoir affaire à des malades mentaux, ils se croient en permanence menacés par une terrible maladie imaginaire, le Covid-19 *«considéré comme une grippe saisonnière par l'OMS»*. France Info va dans leur sens, les enfonce.

Face au Covid-19, la vie en pointillé des immunodéprimés : "Ça fait trois ans que je n'ai pas pris mon fils dans mes bras" – franceinfo 17 mars 2023

Très vulnérables à une forme grave de la maladie, ils sont nombreux à continuer de s'isoler. Et se sentent exclus d'une société qui a abandonné le masque et la crainte du virus.

Trois ans après le début du premier confinement, le 17 mars 2020, la pandémie de Covid-19 a laissé des traces dans les mémoires et a parfois emporté des proches ou provoqué des symptômes persistants chez des malades. Mais les restrictions, elles, n'ont pas duré, puisqu'il n'en est plus question aujourd'hui. Pourtant, de nombreuses personnes, particulièrement vulnérables face au virus, continuent de le craindre. C'est le cas des immunodéprimés et d'autres malades porteurs de comorbidités importantes. *"En fait, on n'a jamais été déconfinés"*, résume Lise qui, comme d'autres, a répondu à un appel à témoignages de franceinfo.

Pour lire cet article édifiant :

[https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/face-au-covid-19-la-vie-en-pointille-des-immunodeprimes-ca-fait-trois-ans-que-je-n-ai-pas-pris-mon-fils-dans-mes-bras_5622407.html#xtor=EPR-749-\[NLbestofhebdo\]-20230318-\[content7\]](https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/face-au-covid-19-la-vie-en-pointille-des-immunodeprimes-ca-fait-trois-ans-que-je-n-ai-pas-pris-mon-fils-dans-mes-bras_5622407.html#xtor=EPR-749-[NLbestofhebdo]-20230318-[content7])

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

L'Otan et les néonazis ont leur tribunal international. Un cran de plus dans la provocation.

Mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine: Volodymyr Zelensky salue une décision "historique" - BFMTV 17 mars 2023

Guerre en Ukraine : la Cour pénale internationale émet un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine pour crime de guerre - francetvinfo.fr 17 mars 2023

La Cour pénale internationale (CPI) a déclaré vendredi 17 mars avoir émis un mandat d'arrêt contre le président russe Vladimir Poutine pour le crime de guerre de *"déportation illégale"* d'enfants ukrainiens depuis le début de l'invasion russe. La CPI, qui siège à La Haye, a également émis un mandat d'arrêt contre Maria Lvova-Belova, commissaire présidentielle russe aux droits de l'enfant, pour des accusations similaires.

"Aujourd'hui, 17 mars 2023, la Chambre préliminaire II de la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre deux personnes dans le cadre de la situation en Ukraine : Vladimir Vladimirovitch Poutine et Maria Alekseyevna Lvova-Belova", commissaire présidentielle aux droits de l'enfant en Russie, a déclaré la CPI dans un communiqué.

Vladimir Poutine *"est présumé responsable du crime de guerre de déportation illégale de population (enfants) et de transfert illégal de population (enfants) des zones occupées d'Ukraine vers la Fédération de Russie"*, a ajouté la cour. *"Les crimes auraient été commis sur le territoire ukrainien occupé au moins à partir du 24 février 2022"*, a poursuivi la CPI, ajoutant qu'il existait *"des motifs raisonnables de croire que Vladimir Poutine est personnellement responsable des crimes susmentionnés"*.

Pour Moscou, ce mandat d'arrêt n'a aucune valeur juridique

L'ex-président russe Dmitri Medvedev a comparé ce mandat d'arrêt à du papier toilette, première réaction d'un haut responsable politique en Russie. *"La Cour pénale internationale a émis un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine. Pas besoin d'expliquer où ce papier doit être utilisé"*, a-t-il écrit sur Twitter en anglais, terminant son message par un émoticône de papier toilette. Selon le Kremlin, ce mandat d'arrêt n'a aucune valeur juridique. *"La Russie, comme un certain nombre d'Etats, ne reconnaît pas la compétence de ce tribunal, par conséquent, du point de vue de la loi, les décisions de ce tribunal sont nulles et non avenues"*, a déclaré aux journalistes le porte-parole du président russe, Dmitri Peskov. francetvinfo.fr 17 mars 2023

L'ukraine et la Russie. Les aveux majeurs du Département d'État des USA par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 10 mars 2023

Les aveux majeurs du Département d'État des USA

Personne ne peut ignorer ces aveux ! Le Département d'État des USA a clairement exposé ses plans pour garantir la primauté mondiale de l'Amérique : il ne s'agit donc pas de « *théorie du complot* », mais de la réalité ouvertement déclarée.

S'exprimant devant la commission des relations extérieures du Sénat, l'assistant du secrétaire d'État pour l'Europe et l'Eurasie, Wess Mitchell, a déclaré que « *les États-Unis punissent la Russie parce que Moscou empêche Washington d'établir sa suprématie sur le monde.* »

Soyons donc clairs et honnêtes : les États-Unis, enfin, reconnaissent ouvertement la raison des sanctions contre la Russie parce qu'ils ne peuvent pas admettre que celle-ci puisse avoir un rôle majeur à jouer sur Terre. Tout ce qui est fait, organisé, déployé avec ou contre la Russie, n'a d'autre but que d'obtenir sa capitulation, car la suprématie mondiale des États-Unis est obligatoire mais impossible sans un contrôle total de l'Eurasie.

Mitchell a expliqué aux sénateurs « *que le financement du département d'État dépend essentiellement de la politique américaine envers la Russie.* » Il a qualifié la « *reconnaissance que l'Amérique est entrée dans une période de grande compétition* » comme étant « *le point d'appui de la stratégie de sécurité nationale* », après avoir souligné que « *les précédentes administrations ne s'étaient pas suffisamment inquiétées de cela et ne s'étaient pas préparées à vaincre dans cette compétition.* » (Sergueï Latychev, Samedi, 15 Sept. 2018)

« *Il est toujours d'un intérêt primordial pour les États-Unis, en matière de sécurité nationale, d'empêcher la domination de la masse terrestre eurasiennne par des puissances hostiles* ». (Mitchell)

« *... L'établissement d'un contrôle total sur l'Eurasie est déclaré comme la tâche la plus importante pour les États-Unis. Une revendication claire est faite en faveur d'une victoire de la civilisation maritime sur la civilisation continentale, centre et seul pilier qui soutient la Russie.* » (Mitchell)

« *Washington avance ouvertement la priorité des exigences les plus strictes de la géopolitique dans le sens le plus catastrophique (la mer doit inonder la terre)... Un défi est lancé à l'existence même de la Russie : elle ne peut mettre fin à sa domination dans sa propre zone géographique vitale qu'en se fragmentant en petits États fantoches (!)* » (Mitchell)

Enfin, la Russie est qualifiée de pays « *hostile* ». (Mitchell)

Ainsi, les tentatives de Moscou pour parvenir à un accord avec Washington ne peuvent être entendues que s'il s'agit d'une capitulation !

Mitchell a mentionné les « *puissances hostiles* », c'est-à-dire les alliés de la Russie, la Chine, et le groupe des BRICS. Les États-Unis considèrent donc cette organisation comme leur ennemie dans les domaines économique et militaire. La Chine en elle-même constitue une menace tout aussi puissante que la menace russe et, à long terme, s'avère encore plus dangereuse !

Mitchell a déclaré que les États-Unis se préparaient à un « *conflit universel inévitable et nécessaire, une nouvelle guerre mondiale* » et que « *l'objectif principal de la politique étrangère de l'administration est de préparer notre nation à relever ce défi en renforçant systématiquement les forces militaires et économiques et les fondements politiques du pouvoir américain* ». Le chemin de la victoire c'est « *la destruction de la Russie* ». Pour cela, il faut, selon le plan du Département d'État, convaincre les nations vassalisées d'Europe de se mobiliser contre le mal absolu : la Russie ! On ne peut pas plus clairement faire comprendre aux Européens, à quel point les États-Unis veulent la destruction de la Russie et à quel point ils sont réellement nos pires ennemis, tout en étant les pires ennemis de l'humanité dans son ensemble...

« *Notre politique russe repose sur la reconnaissance du fait que pour être efficace, la diplomatie américaine envers la Russie doit être soutenue par un pouvoir militaire inégalé et pleinement intégré à nos alliés et à tous nos instruments de pouvoir* ». (Mitchell, déclaration du représentant du Département d'Etat US au Sénat)

« *Nous avons mis un accent particulier sur le renforcement des États en première ligne les plus sensibles à la 'pression géopolitique russe'. En Ukraine et en Géorgie, nous avons levé les restrictions imposées par l'administration précédente à l'acquisition d'armes défensives pour résister à l'agression territoriale russe.* » (Mitchell)

Le Caucase, la région de la mer Noire, même l'Europe centrale sont qualifiés par Mitchell de zones de combat géopolitique contre la Russie.

« *Les cinquante missions diplomatiques américaines en Europe et en Eurasie développent, coordonnent et exécutent des plans d'action sur mesure pour repousser les opérations d'influence russes dans leurs pays hôtes* ». (Mitchell)

La représentante officielle du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, avait directement accusé l'Etat profond US, lors de l'affaire avec la Grèce, d'être le créateur du scandale diplomatique. Elle avait déclaré : « *Nous savons tout sur vos manoeuvres* ». Désormais, c'est aussi Mitchell qui confirme que c'était bien le Département d'État qui avait tout fait, dans la crise avec la Grèce, et non Alexis Tsipras, qui s'est simplement soumis aux USA, ennemi de la Russie.

Selon Mitchell, « *de concert* » avec ces efforts visant à briser la Russie, « *les États-Unis provoquent toute une série d'événements de nature économique: 217 entités physiques et juridiques russes sont sous le coup de sanctions, six missions diplomatiques sont fermées, '60 espions ont été expulsés du sol américain' et le Département d'État se 'coordonne de manière étroite et efficace' avec les alliés européens* ». Au final, Mitchell admettait involontairement pour quelle raison les services de renseignement anglo-saxons avaient eu besoin de « *l'affaire Skripal* » en révélant implicitement qui avait organisé cette provocation. (Sergueï Latychev, Samedi, 15 Sept. 2018)

« Le haut représentant du Département d'État s'est déclaré satisfait du déroulement de la guerre économique avec la Russie : 'en moyenne, les entreprises russes sanctionnées' perdent environ un quart de leurs revenus opérationnels, l'évaluation totale des actifs a été divisée par deux obligeant les entreprises à réduire leurs effectifs d'un tiers. Selon les estimations des experts du département d'État données par Mitchell, « nos sanctions, cumulativement, ont coûté au gouvernement russe des dizaines de milliards de dollars, en plus de l'impact plus large sur les secteurs publics et l'effet paralysant des sanctions américaines sur l'économie russe ». Mitchell a évoqué la situation de la société RUSAL, ainsi que les attaques contre le rouble russe, qui a fortement perdu de sa valeur pour cette raison, comme exemples d'une guerre hybride réussie contre la Russie. » (Sergueï Latychev)

On sait que depuis, le rouble est remonté en flèche et à pulvérisé tous les niveaux de sa valeur, à tel point que la Banque Nationale russe est obligée d'agir pour limiter la force de sa monnaie...

La politique des USA est de comprimer au maximum l'économie russe jusqu'à ce que la Russie accepte de capituler ! Il n'y a pas d'autre objectif !

Ayant accusé la Russie moderne d'utiliser les méthodes « *bolcheviques* » et « *soviétiques* » dans son impasse géopolitique avec les USA, Mitchell a fait de Poutine le « père » de la doctrine de politique étrangère américaine depuis longtemps « *une stratégie du chaos aux effets stratégiques* ».

Voilà qui a le mérite d'être clair et sans ambiguïté pour tous ceux qui voudraient persévérer dans le psittacisme ânonnant de l'accusation extravagante d'un « *complotisme* », exclusivement occidental, n'existant en réalité que dans les cerveaux lavés à la doctrine du mensonge étatique au service des intérêts ultralibéraux... Mitchell a non seulement décrit les objectifs de la politique étrangère des États-Unis, mais il a également révélé les méthodes exécrables que Washington utilise pour les mettre en pratique. Il a montré à tous ceux qui sont prêts à regarder la vérité en face, le danger exceptionnel que les États-Unis représentent pour le reste du monde et, avant tout, pour la Russie et donc pour l'Europe. Il faut le dire clairement : les USA sont une organisation terroriste criminelle qui menace le monde entier d'extermination au nom d'une idéologie hégémoniste qui les pousse à penser que les génocides sont « *légitimes* » en vertu d'une prétention de domination à laquelle ils se sont identifiés ! De plus, le « *Département d'Etat US* » se réjouit ouvertement de faire le Mal et d'infliger le Mal, pour le simple plaisir de rester les maîtres absolus de la Terre ! On ne peut pas être plus ordurier que ces pervers de l'étatisme Nord-Américain...

Les moyens mis en place par les USA, pour assurer, organiser, alimenter la guerre contre la Russie

Les efforts du « *Global Engagement Center* » GEC, seront désormais dirigés contre les informations émanant de Russie. C'est dans ce but qu'en janvier 2017, la Commission sénatoriale des Affaires étrangères US avait rédigé le rapport : *Putin's asymmetric assault on democracy in Russia and Europe: implications for U.S. national security* (L'assaut asymétrique de Poutine sur la démocratie en Russie et en Europe : implications pour la Sécurité nationale des États-Unis).

Le Conseil de l'Atlantique a été fondé en 1961. Son but actuel sera d'attaquer directement la Russie, via les médias sociaux. Il s'agit de donner à ces réseaux un revenu garanti pour qu'ils puissent tranquillement se consacrer à ce travail de destruction arbitraire, sans avoir à se soucier du paiement de leurs factures. Ils doivent également promouvoir l'idée que la Russie est une menace existentielle pour l'Europe et les États-Unis, justifiant le bien fondé et la raison d'être de l'occupation de l'Union Européenne par les armées du 4^e Reich : appelées OTAN.

Le Centre d'analyse des politiques européennes (CEPA) créé en 2005.

Basé à Washington, et non sur le territoire de l'UE, il a un avant-poste à Varsovie. Cette organisation travaille à la promotion de l'agenda de l'armée américaine et de la politique étrangère

étasunienne. Il s'agit pour elle de créer une « *Europe centrale et orientale en lien étroit et durable avec les États-Unis* ». Le CEPA réunit des personnalités médiatiques qui consacrent leur vie dans l'opposition à la Russie. Il attisera désormais les tensions, ou les inventera lorsqu'elles n'existeront pas, dans le but de susciter des affaires pour ses sponsors issus de l'industrie militaire.

German Marshall Fund des États-Unis

Fondation créé en 1972 : cette organisation n'a rien d'allemande mais elle a vu le jour en Allemagne occupée par les USA et inspirée du plan Marshall pour l'Europe. Elle se consacrera à organiser le pillage et la domination de l'Europe en l'obligeant à orienter ses lois au profit exclusif des multi nationales étasuniennes.

Institute for the Study of War créé en 2007. Ce groupe de pression pourrait s'appeler « *The Institute for the Promotion of War* » (L'Institut pour la promotion de la guerre). Il travaille à pousser à plus de conflits au Moyen-Orient. L'arrivée récente et puissante de Moscou dans cette zone a conduit cette organisation à penser massivement la provocation pour la guerre contre la Russie.

L'IFTSOW multiplie les agressions américaines. Il a soutenu la « *surenchère* » irakienne et a encouragé une plus grande implication des USA et de leurs alliés en Afghanistan. L'IFTSOW s'est concentré sur la Syrie, la Libye, l'Iran et désormais sur la Russie. L'une de ses lobbyistes, Jennifer Cafarella, avait demandé en 2018 que l'armée américaine envahisse carrément Damas, afin d'entraîner volontairement Washington dans un conflit direct avec la Russie et l'Iran. Le 27 août 2018, Bolton appelait ce qui reste de ses mercenaires de Daech à organiser une nouvelle attaque chimique en Syrie pour pouvoir prétexter un nouveau bombardement massif de Damas, afin de stopper la victoire définitive des Syriens contre l'Empire (du Mal : la coalition occidentale illégale de Doha et les criminels qui la dirigent) ! En décembre 2018, Trump donnait l'ordre du replis total des forces américaines en Syrie. Les USA se retiraient de la Syrie et abandonnaient à leur sort, les Kurdes pro israéliens, entraînés par les forces US. Puis un contre ordre serait donné pour maintenir la présence américaine dans le nord de la Syrie, du fait du comportement problématique des Turcs. En janvier 2020, on pouvait dire que les provocations de l'Iran par les USA allaient bon train et les mensonges pleuvaient à nouveau comme des cordes, dans les médias collabos toujours aussi niais et serviles...

L'Occident est devenu un ensemble de sociétés coercitives et fausement consensuelles. L'Union Européenne s'est dotée d'une bureaucratie plus lourde et plus oppressante que celle de l'ancienne Union soviétique. Tandis que la Russie est devenue la championne du Droit international.

Le 9 juillet 2020, l'armée américaine débarquait en France au port de La Rochelle. Ouest-France écrivait à cette occasion que « *l'armée américaine débarquait à La Rochelle pour renforcer la défense européenne* », « *pour renforcer le flanc Est de l'Europe face à la Russie.* »

A lire :

Révélation de l'ancien officier de la CIA Philip Giraldi

<https://reseauinternational.net/revelations-de-lancien-officier-de-la-cia-philip-giraldi/>

Grande-Bretagne.

Royaume-Uni : le pays doit faire face à une grève particulièrement massive - lejdd.fr 15 mars 2023

Alors que le gouvernement britannique présentait son budget, des centaines de milliers de personnes ont manifesté et fait grève à travers tout le pays.

Les Britanniques aussi savent faire grève. Ce mercredi 15 mars, des centaines de milliers de personnes ont décidé de ne pas travailler afin de s'opposer au pouvoir en place, le jour même où le gouvernement conservateur de Rishi Sunak présentait son budget. La première raison de cette mobilisation : une inflation qui dépasse les 10 % et les prix de l'alimentation et de l'énergie qui flambent.

Que ce soient les enseignants, les conducteurs du métro londonien, les médecins ou encore les fonctionnaires, la grève a été suivie dans de très nombreux secteurs. Dans la capitale, le fameux « Tube » est donc resté l'arrêt et les stations sont restées fermées. Concernant les enseignants, ils ont manifesté en nombre et comptent poursuivre le mouvement ce jeudi. *« On en a littéralement ras-le-bol de la manière dont on est traité. On se rassemble pour dire au gouvernement qu'on est sérieux »*, a ainsi confié une enseignante dans des propos relayés par l'Agence France-Presse. *« On a l'impression que le message n'est pas passé, mais beaucoup quittent la profession à un rythme alarmant »*.

Israël.

Nouveaux rassemblements contre la réforme de la justice en Israël - France 24 17 mars 2023

Des dizaines de milliers d'Israéliens ont de nouveau manifesté jeudi contre la réforme de la justice en cours d'examen au Parlement, selon les médias israéliens. Mercredi le président Isaac Herzog a présenté une ébauche de compromis, immédiatement rejetée par la coalition au pouvoir.

Par son ampleur, la contestation s'impose comme l'un des mouvements de mobilisation populaire les plus importants de l'histoire d'Israël, qui fêtera en mai son 75e anniversaire. AFP/France 24 17 mars 2023

Chine.

La Chine fustige le partenariat Aukus pour une nouvelle génération de sous-marins - RT France 14 mars 2023

Alors que le Royaume-Uni, l'Australie et les Etats-Unis s'associent pour déployer des sous-marins à propulsion nucléaire, la Chine critique une *« mentalité digne de la guerre froide »*, fustigeant un partenariat contraire au Traité de non-prolifération.

« Notre projet renforce pour des décennies la capacité industrielle de nos trois nations à produire et déployer des sous-marins à propulsion nucléaire, il développe notre présence sous-marine dans

l'Indo-Pacifique et contribue à la sécurité et à la stabilité mondiales», ont déclaré les trois dirigeants dans un communiqué commun.

Un partenariat qui a provoqué l'ire de Pékin. *«Nous appelons les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie à abandonner cette mentalité digne de la guerre froide [et à] faire davantage de choses pour encourager la paix et la stabilité régionales*», avait déclaré Mao Ning, une porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, avant les annonces du 13 mars.

«Le plan de coopération en matière de sous-marins nucléaires [...] est un acte flagrant qui présente de graves risques de prolifération nucléaire, sape le système international de non-prolifération, alimente la course aux armements et nuit à la paix et à la stabilité dans la région», a déclaré la mission de la Chine auprès des Nations unies ce 14 mars sur Twitter.

«L'ironie d'Aukus est que deux Etats dotés d'armes nucléaires qui prétendent respecter les normes les plus élevées en matière de non-prolifération nucléaire transfèrent des tonnes d'uranium enrichi de qualité militaire à un Etat non doté d'armes nucléaires, violant ainsi clairement l'objet et le but du TNP [Traité de non-prolifération]», a ajouté la mission diplomatique chinoise, qualifiant le transfert prévu de technologies et de matières nucléaires de *«cas typique de double standard»* et exhortant le trio à *«honorer ses obligations en tant que membre du TNP»*. RT France 14 mars 2023

Economie.

Argentine.

Argentine : Sur un an, l'inflation passe le seuil symbolique des 100 % - 20minutes.fr 15 mars 2023

CRISE Sur les 12 derniers mois, la hausse des prix s'établit en Argentine à 102,5 %. Pour 2023, le gouvernement table sur une augmentation de 60 %

La croissance pour 2022 s'est établie à 5,2 %, après 10,3 % en 2021. Un rebond - deux ans consécutifs de croissance - inédit depuis 2010-2011, qui venait après trois ans de récession.

Lundi, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé être parvenu à un accord avec le gouvernement argentin dans le cadre du suivi du programme d'aide existant, ouvrant la voie à un nouveau décaissement de 5,3 milliards de dollars. Ce programme sur 30 mois doit apporter une aide totale de 44 milliards de dollars, refinancement de la dette argentine héritée d'un prêt contracté en 2018 auprès du Fonds.

Le FMI a d'ailleurs félicité une *« gestion macroéconomique prudente (par le gouvernement argentin) dans la seconde moitié de 2022 qui a soutenu la stabilité financière et permet de respecter les objectifs prévus par le programme »*. Mais il a appelé à *« un paquet de mesures plus fortes (...) nécessaire afin de conserver la stabilité macroéconomique, remédier à l'inflation en hausse »*. Des mesures délicates pour le gouvernement de centre-gauche dans la perspective d'élections générales en octobre. 20 Minutes avec AFP 15 mars 2023

Etats-Unis. Comme quoi quand ils veulent, ils peuvent.

J-C - Le système financier américain et international est mafieux. On ne les appelle pas pour rien les faux-monnayeurs. Même quand il n'y a plus de fric, il y en a encore ou ils vont en fabriquer, si cela les arrange il faut toutefois préciser, tout dépend où se situe leur intérêt, qu'est-ce qu'ils attendent d'une crise qu'ils ont déclenchée ou non, comment ils comptent la contrôler. Ce que les plus grandes banques américaines vont injecter dans la banque First Republic, c'est l'équivalent d'un pourboire, d'une aumône, des clopinettes, en l'échange de quoi ils pourront se partager ses actifs à moindre frais ou en prendre le contrôle.

Etats-Unis: un groupe de 11 banques injecte 30 milliards de dollars de dépôts dans First Republic - AFP 17 mars 2023

Onze banques américaines ont accepté de verser au total 30 milliards de dollars de dépôts dans l'établissement en difficultés First Republic, signe selon elles de leur *"confiance dans le système bancaire"* du pays, indique un communiqué commun.

"Cette action des plus grandes banques américaines reflète leur confiance dans First Republic et dans les banques de toutes tailles, et démontre leur engagement général à aider les banques à servir leurs clients et les communautés", est-il écrit dans le document.

Cette action a été saluée par les autorités américaines, le ministère de l'Economie, la banque centrale (Fed) et deux régulateurs financiers estimant dans un communiqué séparé qu'elle « *démontre la résilience* » du système bancaire. Ces entités se démènent depuis le weekend pour rassurer marchés et particuliers sur la situation des banques.

First Republic est la 14e banque américaine par la taille des actifs.

Elle s'est trouvée en difficultés après les défaillances rapprochées de Silicon Valley Bank, Signature Bank et Silvergate, des banques qui avaient misé sur des secteurs d'activités particuliers car elle sert principalement une clientèle fortunée.

Les observateurs craignaient que nombre de clients préfèrent déplacer leur argent dans des établissements plus gros ne présentant a priori aucun risque de faillite car trop importants pour que les régulateurs les laissent fermer, et que First Republic soit le prochain domino à tomber. En une semaine, son action a perdu 73% à Wall Street.

Il est prévu que Bank of America, Citigroup, JPMorgan Chase et Wells Fargo, les quatre plus grandes banques du pays par la taille des actifs, apportent, chacune, cinq milliards de dollars.

Les banques d'affaires Goldman Sachs et Morgan Stanley doivent verser 2,5 milliards chacune tandis que BNY Mellon, PNC Bank, State Street, Truist et U.S. Bank doivent déboursier 1 milliard.

Après les défaillances de Silicon Valley Bank et Signature Bank, *"un petit nombre"* de banque ont fait face à des retraits importants sur des comptes où étaient déposée plus de 250.000 dollars, la limite habituellement garantie par les autorités, reconnaissent les banques dans le communiqué.

Mais *"le système bancaire dispose d'un crédit solide, de liquidités abondantes, d'un capital important et d'une forte rentabilité. Les événements récents n'ont rien changé à cette situation"*, ajoutent-elles.